



CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2010

Cette publication a été réalisée grâce à une subvention
du Centre de Recherches pour le Développement International établi
à Ottawa, au Canada, dans le cadre de l'Initiative Think Tank



**CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

Rue 10 Prolongée - Cité Iba Ndiaye Djadji, lots 1 et 2 - Pyrotechnie - Dakar, Sénégal

CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina

Tél. : (221) 33 864 77 57 - (221) 33 864 73 98 Fax : (221) 33 864 77 58

Email : cres_ucad@yahoo.fr - cres@cres-sn.org

Informations : contact@cres-sn.org

Site Web: www.cres-sn.org

S O M M A I R E

Introduction	0
- Notre vision et nos objectifs	6
- Les chercheurs du CRES	8
- Nos départements de recherche	10
- Le personnel administratif et technique	13
RECHERCHES MENEES	14
- Projet de renforcement du cadre juridique et réglementaire de la lutte contre le tabac au Sénégal	14
- Contribution du CRES aux recherches relatives à l'approfondissement du diagnostic et à formulation d'actions prioritaires pour l'atteinte des OMD et la croissance économique (2011 - 2015)	14
- Plan d'investissement du secteur agricole du Sénégal	15
- Revue des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture	15
- Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales du Sénégal	16
- DSRP et budgétisation pour les enfants	16
- Technologies de l'information et de la communication (TIC) croissance et pauvreté	17
- Projet : Research ICT Africa (RIA) – Phase II	17
- Programme Communautaire de Développement (PCD)	18
- Estimation des rendements de l'enseignement supérieur : revue des modèles, méthodes et travaux empiriques	18
- Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM)	19
- Les déterminants de l'adoption de l'internet en Afrique	20
- Indicateurs de prestation de services	20
- Vers des régimes efficients de la concurrence par le renforcement des capacités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest	21
- Progrès vers les OMD en 2015 : le Sénégal peut-il franchir le mur du financement ?	21
ETUDES MENEES	
- Capitalisation des acquis du PEBD	22
- Programme de renforcement de capacités (PRC)	23
- Evaluation d'impact du PASEC	23
FORMATIONS	
- Formation en modélisation des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques	24
- Formations en économie de l'innovation	24
- Renforcement de capacités des chercheurs	25
PUBLICATIONS	
- Edition d'ouvrages	26
- Edition de documents de recherche	26
- Publication d'articles dans des revues scientifiques	26
LA NOUVELLE POLITIQUE DE COMMUNICATION	
- Développement des relations avec la presse	27
- Dissémination des travaux de recherche	28
- Développement des relations publiques	28
- Renforcement de la communication interne	29
DIVERSIFICATION ET CONSOLIDATION DU PARTENARIAT DU CRES	30
SOUTENANCES DE THESES	33
RAPPORT FINANCIER 2010	34

Introduction



Les activités du CRES pendant l'année 2010 ont confirmé la volonté affichée par ses membres dès la création de l'institution en 2004, de développer une recherche quantitative de qualité au service du développement économique et social du Sénégal et de l'Afrique. Cette ambition s'est traduite par des résultats probants illustrés par : (i) le nombre de publications de documents de recherche, d'ouvrages, et d'articles dans des revues académiques ; (ii) la dimension régionale du CRES ; (iii) le développement de son portefeuille partenarial, surtout en direction des organisations de la société civile telles que ANCEFA et Panos.

D'autres tendances ont aussi marqué la vie du CRES pendant cette année. Il s'agit de l'effort d'investissement qui est fait pour le renforcement des capacités de ses chercheurs à travers les formations, de même que les progrès importants accomplis en matière de communication. Jamais le CRES n'a été aussi ou-

vert à la presse aussi bien nationale qu'internationale

Ainsi, 2011 devrait être une année d'élaboration d'une nouvelle génération de programmes de recherche. Dans ce cadre, un accent particulier sera mis sur les programmes collaboratifs touchant à la protection sociale des enfants, au modèle Equilibre Général Calculable (EGC) sur l'eau, à la taxation du tabac dans les pays de l'UEMOA, aux rapports entre la pauvreté, la croissance et les TIC, à la croissance et à l'équité, aux nouvelles stratégies de développement agricole dans un contexte de mondialisation, à l'impact de la culture pour la production des biocarburants sur la pauvreté. S'y ajoute la coopération avec cinq autres Think Tank africains intervenant en Afrique de l'ouest, choisis avec Brookings Institute.

Pour le CRES, 2011 devrait donc être l'année de consécration de la vocation ouest africaine de l'institution, mais aussi de renforcement des relations partenariales avec les organisations de la société civile (nationale et régionale).

Que tous nos partenaires qui nous ont permis de mener nos activités de recherche avec sérénité et d'enregistrer ces performances trouvent ici l'expression de nos remerciements les plus sincères. Parmi ceux-ci : le CRDI et l'Initiative Think Tank qui font partie de nos partenaires techniques et financiers les plus engagés ; les différents ministères nationaux (Finances, Education, Agriculture) et organismes avec qui nous avons été engagés dans des études ou des recherches collaboratives ; nos partenaires au niveau régional : la CEDEAO et PEP.

Notre vision et nos objectifs

Le CRES est une institution de recherche indépendante au service du Sénégal et de l'Afrique, capable de produire des idées utiles et novatrices pour le progrès économique et social des populations.

Son crédo est la promotion de la recherche et des jeunes chercheurs dans le domaine socio-économique afin de produire des savoirs et savoir-faire pour mieux orienter la prise de décision publique et privée au Sénégal et en Afrique.

Notre devise :

Une recherche de qualité au service du développement

A court, moyen et long termes, l'objectif du CRES est de contribuer à la conception et à la mise en oeuvre de politiques économiques et sociales permettant l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet objectif général se décline en plusieurs objectifs stratégiques.

Dans le domaine de la recherche

- la production de connaissances fiables et novatrices, pour aider les décideurs dans la prise de décision pour l'amélioration de la qualité des politiques de développement en Afrique ;
- la production, pour la société civile, des éléments de plaidoyer lui permettant de mieux influencer positivement les décideurs nationaux, africains, et la communauté internationale ;
- la valorisation de l'expertise africaine en matière de recherche en sciences économiques et sociales ;
- la participation à la lutte contre la pauvreté en Afrique, par une analyse permettant la compréhension des phénomènes socioéconomiques dans nos pays en voie de développement ;
- la prise en compte de la dimension genre dans l'ensemble des activités de recherche.

Dans le domaine de la formation

- La poursuite et l'amplification de sa politique de renforcement des capacités de ses chercheurs,

personnels administratifs et techniques, des jeunes chercheurs africains et des experts des administrations africaines ;

- le renforcement des capacités des décideurs pour les rendre plus aptes à prendre des décisions éclairées ;
- le renforcement des capacités des agents de l'administration et de la société civile dans le domaine socio-économique.

Dans le domaine de la communication

- l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie pluriannuelle de communication pour influencer les décideurs dans les choix des politiques de développement et améliorer la visibilité du CRES ;
- le développement d'un programme éditorial hardi basé sur la production de supports imprimés et de supports électroniques ;
- la mise en oeuvre d'une politique active de dissémination des résultats de ses travaux ;
- la création et l'animation d'un site internet prometteur pour mieux interagir avec l'environnement extérieur.

Dans le domaine du partenariat

- le développement de la coopération entre différents centres de recherche, notamment en Afrique ;
- la réalisation de programmes de recherche conjoints, la mutualisation des produits de la recherche, un échange de chercheurs et d'expériences, etc.
- le renforcement du partenariat avec les universités sénégalaises et étrangères, les organisations de la société civile, les administrations publiques africaines et les organisations d'intégration africaine.

Dans le domaine de la gouvernance

Les règles de gouvernance et de fonctionnement de l'Association sont édictées par le Code des Obligations Civiles et Commerciales (COCC), les statuts et le règlement intérieur.

L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'Association. Composée de membres qui remplissent les conditions requises par les statuts de l'Association, elle se réunit obligatoirement au moins

une fois par an de manière ordinaire pour statuer sur la situation, l'activité et la gestion de l'Association.

Le Conseil d'Administration agit sur délégation de l'Assemblée Générale dont il est une émanation. Il a pour principale mission de mettre en oeuvre le plan d'actions défini ou approuvé par l'Assemblée Générale.

Le Bureau Exécutif bénéficie d'une délégation des pouvoirs du Conseil d'Administration. Il est chargé de la gestion quotidienne de l'Association et de l'exécution du plan d'actions défini par le Conseil d'Administration.

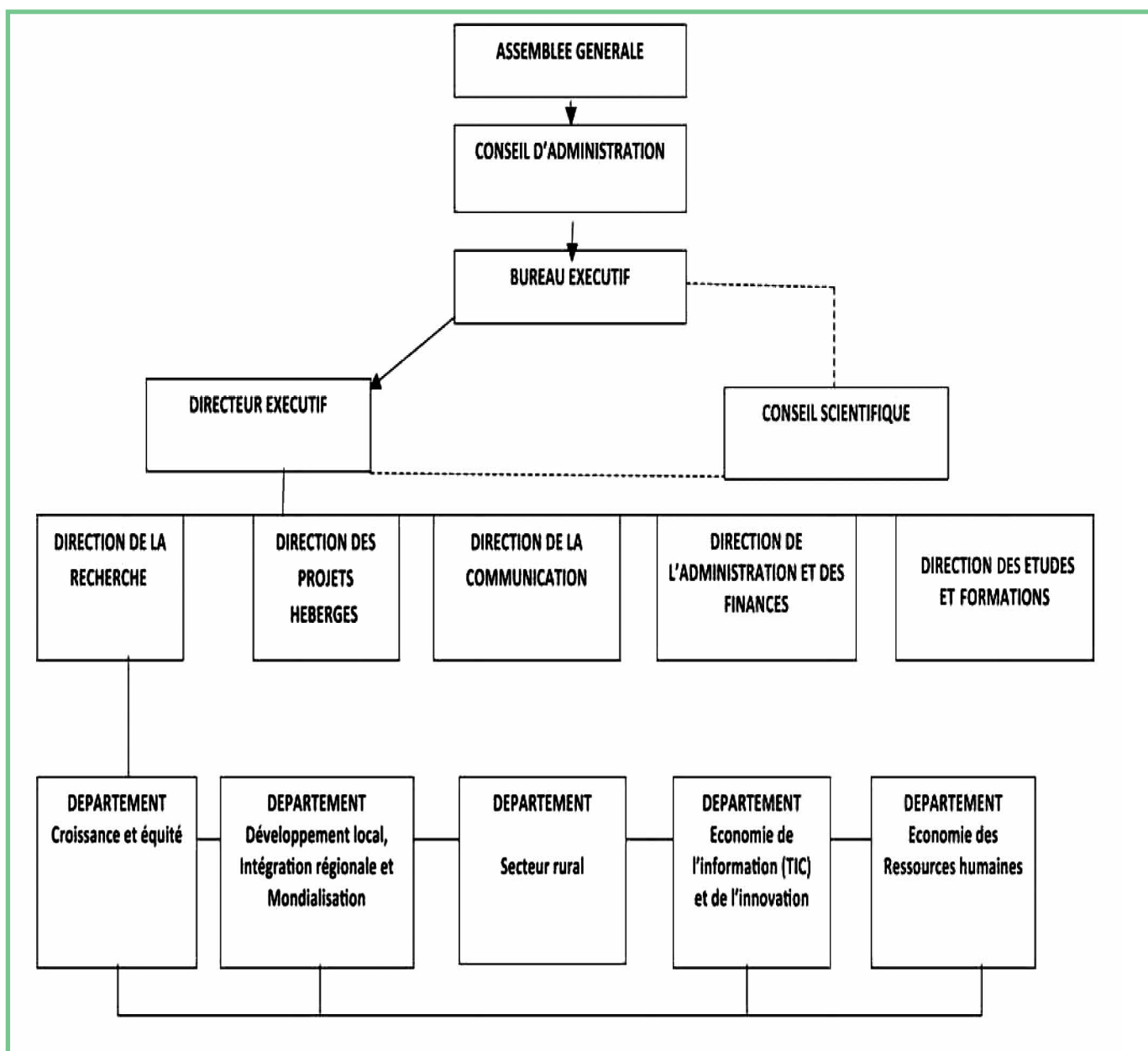
Les objectifs du domaine visent :

- l'amélioration du système de gouvernance par le fonctionnement ré-

gulier et efficace de ses organes de gestion ;

- la mise en place d'une administration efficace de la recherche pour permettre aux chercheurs et administrateurs de relever les défis à la fois locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

ORGANIGRAMME DU CRES



Marie Suzanne BADJI

Enseignante/Chercheure au
Département d'Economie de
la Faculté des Sciences
Economiques et de Gestion
(FASEG) de l'Université Cheikh
Anta Diop (UCAD) de Dakar
Chercheure Associée du Groupe de Recherche
en Economie du Développement International
(GREDI) du Département Economique de la Faculté
d'Administration de l'Université de Sherbrooke



Domaines de recherche

- Privatisation, Pauvreté, Genre/Femme, Santé nutritionnelle des enfants
- Analyse d'impact de politiques économiques,
- Commerce international, Productivité et compétitivité
- Mondialisation, Intégration
- Email : suzebadji@yahoo.fr
sbadji@cres-sn.org

Fatou CISSE

Enseignante chercheure à la
Faculté des Sciences
Économiques et de Gestion à
l'UCAD



Domaines de recherche

- Intégration régionale
- Croissance, redistribution et pauvreté
- Modèle d'équilibre général calculable
- Email : cissefatou@yahoo.fr
fcisse@cres-sn.org

LES CHERCHEURS DU CRES

François Joseph CABRAL

Professeur titulaire à la
Faculté des sciences
économiques et de gestion
(FASEG)/UCAD



Domaines de recherche

- Modélisation en équilibre général et analyse d'impact des effets microéconomiques des réformes économiques ou de chocs externes ;
- Microsimulation
- Libéralisation commerciale, Accord agricole, Pauvreté et inégalité de revenus
- Agriculture
- Email : joecabral7@hotmail.com
jcabral@cres-sn.org

Gaye DAFÉ

Enseignant-chercheur à la
Faculté de Sciences
Economiques et de Gestion
(FASEG) Université Cheikh
Anta Diop (UCAD)



Domaines de recherche

- Relations économiques internationales et politiques commerciales et d'investissement
- Echange entre pays développés et pays en développement.
- Secteur informel
- Théorie et politiques de l'emploi et de la répartition
- Politiques d'ajustement structurel
- Economie de l'éducation
- Pauvreté, inégalités et croissance
- Email : gdaffe@yahoo.fr
gdaffe@cres-sn.org

Mamadou DANSOKHO

Enseignant chercheur maître assistant
à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar/Sénégal



Domaines de recherche

- Modèles d'équilibre général calculables
- Mesure et analyse de la pauvreté et des inégalités
- Economie agricole
- Economie de l'environnement
- Email : mdansoko@refer.sn
mdansokho@cres-sn.org

Abdoulaye DIAGNE

Professeur titulaire à la Faculté de Sciences économiques et de gestion à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar



Domaines de recherche

- Politiques publiques, Intégration régionale,
- Economie de l'éducation et de la santé
- Email : cres_ucad@yahoo.fr
adiagne@cres-sn.org

Abdoulaye SAKHO

- Directeur de l'Ecole Doctorale en Sciences Juridiques
Politiques Economiques et de gestion (SJPEG/UCAD)



Domaines de recherche

- Droit de la régulation
- Droit du Sport
- Droit économique et des Affaires
- Email : profasakho@yahoo.fr

LES CHERCHEURS DU CRES

Mbaye DIENE

Enseignant - Chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)



Domaines de recherche

- Fiscalité
- Inégalités et pauvreté
- Croissance et redistribution
- Economie de l'information et de l'innovation
- Analyse de politiques économiques
- Email : mbayedienesn@yahoo.fr
mdiene@cres-sn.org

Cheikh Ibrahima NIANG

Enseignant-Chercheur à l'Institut des Sciences de l'Environnement, Faculté des Sciences et Techniques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Directeur de l'Institut sur le genre au CODESRIA

Domaines de recherche

- Anthropologie sociale appliquée aux problèmes d'environnement et de développement Sénégal
- Recherche qualitative en sciences sociales et de sensibilisation à l'approche-genre,
- Sociologie
- Sciences de l'Environnement
- Anthropologie
- E-mail : ciniang@sentoosn

NOS DÉPARTEMENTS DE RECHERCHE

Le CRES compte cinq (5) départements de recherche.

Département Croissance et Équité



Fatou CISSE

Chef de département

Au cours des cinq dernières années, les chercheurs du CRES ont mené de nombreux travaux sur les questions de pauvreté, de distribution et d'accès aux services sociaux. Durant les quatre prochaines années, le programme de recherche du Département Croissance et équité

mettra davantage l'accent sur l'analyse des sources de la croissance et des interactions entre croissance, inégalités et pauvreté afin de mieux d'identifier les voies les plus rapides pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Les principales questions qui retiendront l'attention sont les suivantes :

- Comment se présente l'évolution temporelle de la pauvreté et des inégalités ?
- Quel est le rôle de la croissance et de la redistribution dans la dynamique de la pauvreté ?
- Quelles sont les sources d'une croissance économique pro pauvre ?
- Quelle place faut-il accorder au marché du travail ?
- Quelles sont les implications de politiques macroéconomiques et sectorielles d'une croissance pro-pauvre ?
- Quels sont les effets de la mondialisation sur la croissance, la distribution de revenus et le bien-être des

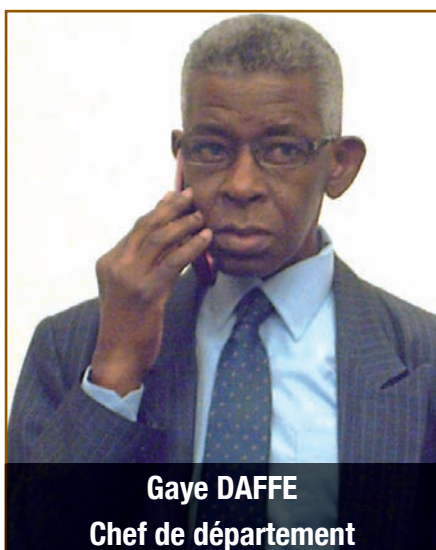
populations ?

Diverses méthodes seront sollicitées combinées pour répondre à ces questions.

Elles vont de la construction d'indicateurs d'impact micro et macroéconomiques, à la recherche expérimentale, et à l'analyse d'impact par des modèles micro économétriques et d'équilibre général calculable, etc.

Pour tenir compte de la dimension genre, des indicateurs spécifiques seront construits pour saisir les différences entre les hommes et les femmes, dans les interactions entre croissance, inégalités et pauvreté.

Les informations qui seront utilisées dans les différents travaux proviendront de sources secondaires et de sources primaires. Les données primaires seront de type, à la fois, quantitatif et qualitatif



Gaye DAFIE

Chef de département

Département Mondialisation, Intégration régionale et Développement local

La mondialisation des systèmes de production et d'échange se définit comme le double processus de transformation de la division internationale du travail et l'interdépendance croissante des économies nationales. Tout le problème est de savoir comment se réalise cette articulation, et quelles politiques et

stratégies économiques sont susceptibles de lever les contraintes qu'impose cette interdépendance.

Ce problème soulève de nombreuses

autres questions :

- La mondialisation permet-elle aux pays en développement de mettre en place des politiques écono-

miques permettant, par l'amélioration de leurs capacités d'investissement et d'exportation, leur insertion réussie dans le commerce mondial?

- Les politiques économiques nationales et régionales sont-elles bien conçues pour faire face aux chocs liés aux changements de l'environnement international ?

- N'y aurait-il pas une contradiction entre les politiques

de libéralisation de l'économie et les stratégies de développement local ?

Le CRES a d'ores et déjà accumulé un important capital en matière de recherche sur le développement

local, l'intégration régionale et la mondialisation à travers des travaux de recherche portant sur l'impact de la libéralisation sur l'agriculture, le développement de l'entrepreneuriat des

migrants sénégalais, les investissements directs étrangers et le tourisme, la libéralisation du commerce des services TIC, l'impact des transferts des migrants sur le financement de l'économie et la pauvreté, etc.

Les programmes de recherche du Département Mondialisation, Intégration régionale et Développement

local visent à aller plus loin dans l'exploration des interactions économiques, institutionnelles, sociales, et politiques existant entre le local et le global. Ces recherches permettront de mieux préparer les Etats nationaux et les organisations régionales aux négociations en cours aussi bien au sein de l' OMC qu' entre l' Union européenne et la Communauté des Etats de l' Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l' Union économique et monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

Département Economie des Ressources humaines



Abdoulaye DIAGNE
Chef de département

Investir dans le capital humain, à travers l'éducation, la santé et les politiques de population, est la voie royale pour assurer la croissance économique durable, modifier les comportements, et instaurer une so-

ciété démocratique. Le contexte de rareté des ressources, parfois extrême, dans lequel évoluent nombre de pays africains, ne constitue pas un obstacle dirimant à l'accès des populations pauvres à une éducation et à des soins de santé de qualité. Des politiques menées dans les secteurs producteurs de ces services dépendent, à long terme, le niveau et la qualité du capital humain qu'un pays parvient à accumuler. Contribuer, par la recherche et la formation, à l'amélioration de telles politiques est, à coup sûr, un investissement coût-efficace.

Au cours des trois dernières années, le CRES a conduit de nombreux travaux sur les questions d'éducation et de santé, en partenariat avec les ministères de l'éducation et de la santé au Sénégal, et des réseaux de recherche et institutions de développement en Afrique.

Durant les quatre prochaines années, son programme de recherche sur les ressources humaines insistera sur l'étude la dynamique des interactions entre éducation, santé et population. Il vise à identifier les voies qui assurent une réalisation aussi rapide que possible des objectifs du millénaire du développement

en Afrique, dans ces trois domaines. Les principales questions qui retiendront l'attention sont les suivantes :

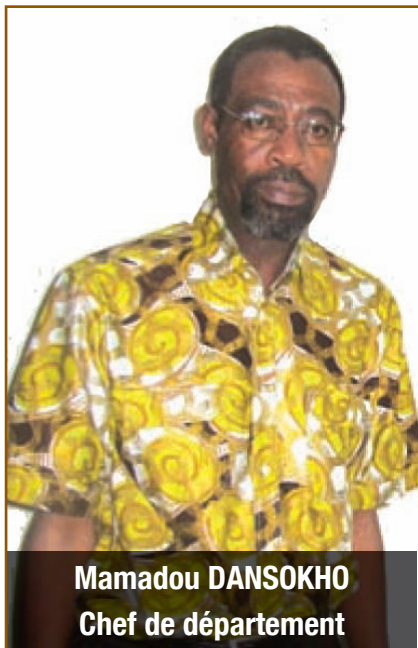
- Quels sont, actuellement, les plus importants freins à l'accès ou au maintien des enfants à l'école primaire, leur progression dans le cycle d'enseignement secondaire ?

- Quels rôles peuvent jouer, dans les zones défavorisées, des interventions sous forme de programmes de cantines scolaires, de déparasitage intestinal, de transferts d'argent, etc., pour améliorer les statuts nutritionnel et sanitaire, ainsi que les performances des élèves ?

- A moyen et long termes, quels sont les impacts des programmes majeurs en matière d'éducation et de santé sur la productivité globale des facteurs, la croissance économique, la distribution des revenus, les indicateurs de santé et la démographie ?

Diverses méthodes seront combinées pour répondre à ces questions : recherche expérimentale, évaluation d'impact, modélisation en équilibre général calculable, etc. Des données primaires secondaires et primaires seront collectées pour disposer d'une base d'informations appropriées.

Département Secteur rural



Mamadou DANSOKHO
Chef de département

D'après les données du Fonds international de développement agricole (FIDA), le nombre d'êtres humains qui pourraient avoir chroniquement faim d'ici à 2025 s'élèvera à 1,2 milliard. Dans ce contexte, la forte hausse des prix des denrées alimentaires a remis les questions de l'agriculture au cœur des préoccupations des analystes en économie du développement.

Au Sénégal, en dépit d'un objectif clairement affiché par le plan céréaliier d'autosuffisance alimentaire de l'ordre de 80%, à l'horizon 2000, les performances céréalières ont fléchi. Cette baisse de performance de l'agriculture vivrière a été précédée du déclin de l'agriculture de rente.

L'objectif du Département Secteur rural est de contribuer, à travers des travaux d'analyse et de prévision s'appuyant sur des techniques quantitatives et qualitatives, à la définition de politiques agricoles et de développement rural, capables d'éliminer la pauvreté et la malnutrition au Sénégal et en Afrique.

Afin d'atteindre cet objectif, le pôle s'appuiera sur un pool de chercheurs seniors et juniors tournés vers les tournés autour des questions agricoles et rurales.

Le Département développera également une collaboration sur des questions spécifiques de recherche avec des institutions orientées vers les activités rurales (IFPRI, IPAR, CNCR, etc.).

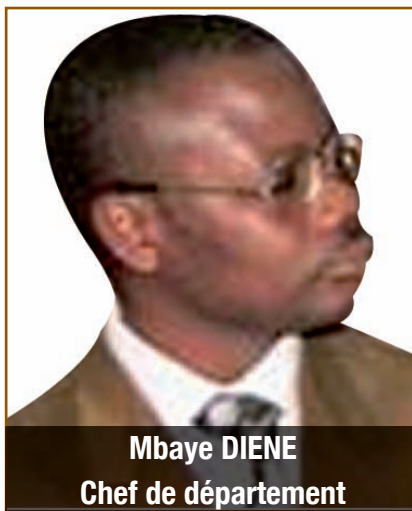
Département Economie de l'Information et de l'Innovation

L'économie contemporaine est caractérisée par l'importance de l'information et de l'innovation. D'abord, le contexte international est marqué par des avancées fulgurantes en matière de création, de traitement, de transmission, et d'utilisation de l'information.

Ensuite, les innovations, qui sont des processus de découverte et d'apprentissage irréversibles, susceptibles d'aboutir à des solutions techniques nouvelles et économiquement applicables, sont un grand enjeu pour le développement international. C'est pourquoi, le Département de l'information et de l'innovation se fixe comme objectif d'entreprendre des activités de recherches théoriques et empiriques, dans ces domaines, pour promouvoir une meilleure compréhension des opportunités de développement économique et social qu'ils offrent au Sénégal et à l'Afrique.

Le Département s'est déjà engagé dans un programme de recherche qui porte sur les interactions entre les TIC, la croissance et la pauvreté, dont les objectifs sont, entre autres :

- d'améliorer les méthodologies d'évaluation des effets des



Mbaye DIENE
Chef de département

TIC sur la croissance économique à travers les micros et petites entreprises, et sur les conditions de vie des ménages ;

- de fournir des preuves empiriques sur l'importance de la diffusion et l'utilisation des TIC pour la réduction de la pauvreté des individus ;

- de mettre à la disposition des autorités, les bases scientifiques pour l'élaboration des politiques

publiques visant à l'utilisation des TIC comme moyens de réduction de la pauvreté ;

- le programme du Département pour les quatre prochaines années porte sur des domaines d'investigation pouvant

donner réponse aux problématiques suivantes :

- * comment favoriser le développement économique, promouvoir l'égalité des chances, l'emploi et l'équité de genre, grâce aux innovations et aux TIC ?

- * par quels mécanismes, les TIC et l'innovation, renforcent-elles les liens entre la croissance économique, le bien-être, la productivité et le capital humain ?

* comment par une meilleure prise en compte des questions d'innovation et de technologies, les politiques publiques favorisent-elles l'intégration de l'économie nationale dans la mondialisation, et par là, son ouverture extérieure ?

* comment encourager les capacités nationales d'appropriation des technologies de l'information et de la communication ?

* en quoi l'innovation peut-elle être favorable à la survie et au développement des PME domestiques, et quelles sont les implications en termes de régulation et de contrôle de la concurrence ?

* quels sont les facteurs qui favorisent l'attractivité de l'économie domestique, pour les firmes multinationales, sachant que ces dernières sont vectrices d'innovations et de technologies nouvelles ?

Le personnel administratif et technique



Jean Jacques BADJI
Directeur administratif
et financier
jjbadji@yahoo.fr
jjbadji@cres-sn.org



Bounama COULIBALY
Comptable
mamecheikhsn@hotmail.com
bcoulibaly@cres-sn.org



Mame Sokhna THIAW
Assistante de direction
sokhna_thiaw@hotmail.com
msthiaw@cres-sn.org



Mariétou MBAYE
Assistante
de programme
marietoum@hotmail.com
mmbaye@cres-sn.org



Doudou NDIAYE
Directeur de la
communication
doudoucres@yahoo.fr
ndiaye@cres-sn.org



Boubacar DIAO
Chargé de publication
papadia3@hotmail.com
bdiao@cres-sn.org



Michel FAYE
Chargé de publication
ndigufaye@yahoo.fr
mfaye@cres-sn.org



Sokhna THIAM
Chargée du suivi
évaluation
sodiouf20@yahoo.fr
sdiouf@cres-sn.org

Les statisticiens



Yaya KY
y.ky@hotmail.com
yky@cres-sn.org



Ibrahim SADOU
ibrahimtcx@yahoo.fr
isadou@cres-sn.org



Ousmane BIRBA
birbaous@yahoo.fr
obirba@cres-sn.org



Harouna
WASSONGMA
wassongmah@yahoo.fr
hwassongma@cres-sn.org

Les chercheurs associés



Ibrahima THIAM
imthiam@yahoo.fr



El Hadj Alioune CAMARA
camara.cresucad@yahoo.fr
acamara@cres-sn.org



François Seck FALL
fallfranc@yahoo.fr



Bity DIENE
dienebity@yahoo.fr



Théophile AZOUMAHOU
azomahou@merit.unu.edu



Anne Sophie ROBILARD
robillard@dal.prd.fr



Ismael FOFANA
ifofana@ecn.ulaval.ca

Nos doctorants



Ousmane SOKHNA
osokhna@cres-sn.org
sokhnaousmane@yahoo.fr



Fatoumata Lamarana DIALLO
faatdiallo@yahoo.fr



Mamadou Aladi LY
mly@cres-sn.org
alhadj28@hotmail.com



Mouhamadou
Moustapha LÔ
mmlo@cres-sn.org
mmoustaphalo@yahoo.fr



Penda DIOP
pendadioppes@yahoo.fr



SOW Mariama Kesso
riamke85@yahoo.fr



Ibrahima NDIAYE
bayebou@gmail.com

RECHERCHE MENÉES

Le programme de recherche du CRES en 2010 a connu un développement important touchant de nombreux domaines. Il a aussi été marqué par l'élargissement du champ géographique d'intervention des activités de recherche, de formation, d'études et de conseil du CRES. Les activités menées au cours de l'année sont les suivantes.

Projet de renforcement du cadre juridique et réglementaire de la lutte contre le tabac au Sénégal

Cette recherche a été menée en vue de l'adoption d'une nouvelle loi antitabac au Sénégal et du renforcement de la légalité de la mesure d'interdiction de l'usage du tabac à Touba.

Sa mise en oeuvre qui a pris fin en août 2010, a permis la disponibilité d'un avant-projet de loi conforme aux dispositions de la Convention cadre pour la lutte anti tabac de l'OMS (CCLAT) et l'établissement d'une cartographie du contexte politique la lutte antitabac au Sénégal.

Par ailleurs, elle a suscité l'adhésion des journalistes au projet, avec, en perspective, la mise en place d'un réseau des journalistes spécialisés dans la lutte antitabac et l'adhésion des autorités religieuses de Touba au programme ASTA.

En outre, un diagnostic clair des contraintes et besoins de renforcement des capacités des différents intervenants dans la lutte antitabac a été réalisé grâce à ce projet.

De plus, le projet a contribué au renforcement des performances des interventions du Conseil Rural de Touba Mosquée en matière de lutte anti tabac, grâce à la mise en place de supports audiovisuels : six panneaux lumineux, 45000 affiches, 1650 flyers, 600 autocollants et des CD sur les différentes communications réalisées par des experts.

Enfin, il est ressorti de ce projet une meilleure adéquation des interventions communautaires avec la législation en vigueur.

Contribution du CRES aux recherches relatives à l'approfondissement du diagnostic et à formulation d'actions prioritaires pour l'atteinte des OMD et la croissance économique (2011 - 2015)

Dans le cadre du processus de formulation du document de politique économique et sociale du Sénégal (2011-2015), le CRES a été recruté en 2010 comme consultant avec pour mandat de préparer le rapport du Groupe de travail n°5, et d'accompagner l'Unité de coordination et de suivi de la politique économique (UCSPE) du ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dans les activités du groupe liées à la revue du DSRP II et à la définition d'orientations pour la formulation d'une nouvelle stratégie de développement économique et sociale. Ce rapport doit faire l'état d'avancement de la mise en œuvre des actions prioritaires du DSRP-2 en 2009, notamment, dans les secteurs de l'Education, de la Formation, de la Santé et de la Nutrition.

De manière spécifique, le groupe doit faire ressortir les contraintes structurelles, et présenter les orientations prioritaires de la période 2011-2015, conformément aux OMD, afin de réaliser un développement durable au Sénégal. Par ailleurs, le rapport de contribution du groupe présentera une stratégie de financement des priorités et objectifs de la part des acteurs, notamment, l'Etat, les PTF et le secteur privé, et le gap qui reste à combler (gap de financement).



Le Plan d'investissement (PI) du Programme national d'infrastructures agricoles (PNIA) vient compléter les efforts entrepris par le Gouvernement du Sénégal, depuis plusieurs années, pour faire jouer à l'agriculture un rôle majeur dans la croissance de l'économie, la sécurité

alimentaire, la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015, et assurer une distribution plus équilibrée des activités agricoles entre les zones agro-écologiques, les régions et les collectivités locales. Il porte sur la période 2011-2015.

Le PNIA a été, pour le Sénégal, un prétexte pour faire la revue et l'analyse détaillée des politiques de développement agricole et des stratégies de promotion du secteur, antérieures et actuelles.

Ce programme a permis de traduire en actions la nécessaire stratégie inclusive de toutes les branches de l'agriculture au sens large, les orientations retenues dans les différents documents de politique et les options auxquelles il a souscrit, dans le cadre du PDDAA. Le CRES a joué un rôle majeur dans l'élaboration du Plan d'investissement.

Revue des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture

La Revue des Dépenses Agricoles Publiques au Sénégal que le CRES et la DAPS est entrain de mener vise à faire le point sur l'ensemble des initiatives lancées ces dernières années par le gouvernement sénégalais et d'ajouter une valeur aux efforts de ce dernier de telle sorte à renforcer son efficacité et son efficience. Le projet tentera de fournir des recommandations avérées qui traiteront, entre autres, des questions de la planification budgétaire, de l'exécution du budget, de la responsabilisation dans le secteur de l'agriculture, de l'harmonisation et l'alignement des ressources sur les stratégies nationales. Plus spécifiquement, le CRES en accord avec la DAPS s'est donné l'objectif de produire un document central qui traitera des dépenses publiques agricoles et sept (7) études thématiques qui porteront sur :

- Les questions institutionnelles
- L'analyse des dépenses et financement agricoles non publics
- L'analyse des dépenses des programmes spéciaux (Initiative-Riz, Plan REVA, Opération manioc,
- Le suivi pas à pas des dépenses de subvention (les intrants, les fonds de calamité, le prix au producteur, engrais et semences, boutures de manioc, matériel)
- Le financement des filières d'exportation agricoles (tomates, coton, arachide, fruits et légumes)
- L'analyse des investissements hydro-agricoles (bassins de rétention, forages pastoraux)

La méthodologie suivie s'inspire fortement de la « boîte à outils des praticiens de l'analyse de dépenses publiques dans l'agriculture » développée par la Banque Mondiale et le Département pour le Développement International de la Grande Bretagne (DFID-UK). Ce Toolkit (boîte à outils) est un recueil de Revue des Dépenses Publiques Agricoles d'un échantillon de six pays (Nigéria, Ouganda, Laos, Népal, Honduras et l'Ethiopie). Dans un premier temps, les tableaux du Toolkit seront reproduits pour le cas du Sénégal. Ces tableaux seront ensuite commentés sommairement et présenté à la Banque mondiale. Enfin, le travail sera approfondi par les études thématiques et la prise en compte des aspects spécifiques au Sénégal.

Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales du Sénégal

Le Gouvernement du Sénégal, avec le soutien d'organisations internationales, a introduit un programme de cantines scolaires dans certaines zones rurales afin de lutter contre la malnutrition et ses conséquences sur la scolarisation des enfants. La généralisation de ces cantines scolaires étant prévue par le Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF), une évaluation rigoureuse préalable est nécessaire, voire indispensable, afin de s'assurer de l'apport effectif des cantines scolaires dans les performances des élèves. Ce programme de recherche, initié par le CRES avec le ministère de l'Éducation et l'appui financier de PIERI (Policy Impact Evaluation Research Initiative) depuis 2008 vise l'évaluation de l'impact des programmes de cantines d'écoles publiques sur les performances scolaires des filles et garçons des zones rurales sénégalaises. Plus spécifiquement, cette recherche vise à :

- établir une relation empirique robuste entre les performances scolaires et l'existence d'une cantine scolaire à l'école ;
- identifier les canaux par lesquels une meilleure alimentation améliore la fréquentation scolaire, la rétention à l'école et le niveau de maîtrise des apprentissages.

A ce jour, la mise en œuvre de l'expérimentation est à son terme. Une base de données recueillie sur 120 écoles (60 traitées et 60 contrôles) et plus de 3000 élèves est disponible. En plus des données sur les performances des élèves, cette base contient des informations sur les caractéristiques de ces derniers, leurs habitudes alimentaires dans leurs familles, les caractéristiques des ménages des élèves suivis, le profil des enseignants, les dotations des écoles et des villages, les organisations et associations gravitant autour de l'école, etc. Les activités en perspective de ce programme se résument à l'analyse des données, la rédaction de rapports et à la dissémination des résultats.

DSRP et budgétisation pour les enfants

Il s'agit d'une étude menée par le Dr Gaye DAFÉ du CRES sur « La prise en compte des besoins des enfants dans le budget du Sénégal ». L'étude s'inscrit dans la cadre d'un plaidoyer que l'UNICEF a organisé en 2010, suite à une consultation initiée conjointement avec l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE) du Ministère de l'Economie et des Finances et les parties concernées par la planification et la budgétisation pour le bien-être des enfants.



La contribution de M. Daffé est un élément d'un plaidoyer que l'UNICEF veut promouvoir dans le cadre du DSRP II, afin d'amener les décideurs qui sont traditionnellement engagés dans les politiques sociales, à être plus attentifs aux questions touchant l'amélioration de la gouvernance et l'utilisation des ressources. Les résultats de cette étude ont fait l'objet d'une restitution le 27 Juillet 2010 devant les représentants de l'UNICEF et les techniciens de l'Economie et des Finances, et le 06 Août, devant les membres du Conseil Economique et Social du Sénégal.



Formation des entrepreneurs à l'utilisation de l'outil informatique

Le CRES a initié un vaste programme de recherche sur les TIC et leurs effets sur la réduction de la pauvreté. Ce programme financé par le CRD, vise, entre autres, l'approfondissement de la compréhension des interactions entre les concepts de TIC, de croissance et de réduction de la pauvreté. Il a aussi permis de revisiter et d'améliorer les méthodologies pertinentes d'évaluation des effets des TIC sur la croissance économique à travers les micros et petites entreprises, et sur les conditions de vie des ménages. Par ailleurs, il a fourni, à travers l'expérience sénégalaise, des preuves empiriques solides sur les effets qu'exercent la diffusion et l'utilisation des TIC sur les différentes dimensions de la pauvreté des ménages. Enfin, grâce aux résultats de cette recherche, les décideurs publics devraient améliorer leur compréhension de la contribution potentielle des TIC à la réduction de la pauvreté, et être ainsi plus performants dans les processus d'élaboration des politiques.

Ce programme de recherche, lancé en 2007, doit prendre fin en 2011.

**Projet : Research ICT
Africa (RIA)
– Phase II**

Ce projet a pour principal objet de passer en revue la performance du secteur des télécommunications dans les différents pays membres du réseau RIA ainsi que l'environnement réglementaire du secteur des Télécommunications dans ces pays.

Il comporte deux volets : un volet juridique sur « l'environnement réglementaire du secteur des télécommunications au Sénégal (TRE) » et un volet économique sur la « performance du secteur des télécommunications au Sénégal (SPR) ».

Au terme de sa mise en œuvre, deux rapports ont été produits : le premier porte sur l'environnement réglementaire et le second sur la performance du secteur. Outre ces rapports, une enquête en ligne sur la perception du cadre réglementaire a été faite pour une meilleure appréciation de l'environnement réglementaire du secteur au Sénégal. Le projet a pris fin en Mars 2010.

Programme Communautaire de Développement (PCD)

Le Programme Communautaire de Développement (PCD) vise à formuler une stratégie de développement à long terme, et un programme cohérent d'actions, capable de traduire dans les faits, la vision 2020 adoptée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en juin 2007 visant à promouvoir l'innovation, la recherche et le développement dans la Région à travers le renforcement et la mise en réseau des centres de recherche, la vulgarisation des résultats de la recherche de manière à les rendre applicables au contexte ouest-africain.

A cet effet, la Commission a réuni, à Dakar, du 31 août au 2 septembre 2010, une soixantaine de représentants des

Universités et Centres de recherche, des membres des réseaux de recherche et des personnes ressources en provenance des 15 Etats membres de la CEDEAO afin de mieux impliquer la communauté des chercheurs dans la politique régionale de recherche et, notamment, dans la formulation des programmes de la CEDEAO.

La rencontre de Dakar a permis de faire le point de l'état de la recherche dans la région, d'informer tous les acteurs sur l'état d'avancement du processus d'élaboration du PCD et de la politique de recherche de la CEDEAO. Le CRES a pris une part active aux travaux du PCD.

Estimation des rendements de l'enseignement supérieur : revue des modèles, méthodes et travaux empiriques

En 2010, le CRES a mené une recherche sur les rendements de l'éducation, et, plus particulièrement, sur l'enseignement supérieur, afin de voir si la forte expansion enregistrée a modifié les rendements de ce secteur en Afrique subsaharienne (ASS) au cours de la dernière décennie au point de justifier qu'on investisse davantage dans ce niveau d'éducation. Une revue détaillée des principaux modèles microéconomiques et macroéconomiques a été faite. L'équipe du CRES s'est aussi intéressée aux problèmes majeurs qu'on rencontre dans la mise en œuvre empirique de ces modèles.

L'évolution de la rentabilité de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne est comparée à celle des autres niveaux d'éducation. La méthode de la méta-analyse est appliquée aux résultats de la série de travaux sur les rendements de l'enseignement supérieur dans les pays subsahariens utilisant la méthode de Mincer.

En conclusion, les constats suivants ont été faits :

- Les études existantes sont concentrées sur certains pays (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Afrique du Sud) et couvrent plus l'Afrique australe que les autres régions de l'ASS. Une distribution plus équilibrée des nouvelles études entre les différentes régions et, à l'intérieur de celles-ci, entre les pays assurerait une meilleure représentativité des résultats tirés de leur synthèse.

- Nombre d'entre elles comportent des faiblesses liées, d'une part, à la nature des échantillons de populations qui ciblent de manière disproportionnée les sa-

liés du secteur public et incluent rarement les actifs du secteur informel, et d'autre part, aux données utilisées qui datent de plus de quinze ans et ne peuvent donc pas capter les tendances récentes de la rentabilité de l'éducation en Afrique subsaharienne.

Les résultats d'estimation montrent que l'introduction de plusieurs variables explicatives, qui sont généralement corrélées avec l'éducation, diminue le taux estimé du rendement de l'éducation supérieure. Le coefficient de l'année d'estimation suggère une tendance à la hausse du taux au fil des années.

On note que l'éducation supérieure et l'expérience acquièrent beaucoup d'importance en Afrique, car favorisant une rémunération plus élevée. Ce dernier résultat nécessite une étude beaucoup plus approfondie, étant donné le faible nombre d'observations disponibles, mais aussi et surtout, parce qu'il va à l'encontre de ceux obtenus dans beaucoup d'études.

Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM)

Le programme de recherche intitulé « Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM) » a été lancé en juillet 2008, sous l'égide de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO). L'objectif visé était de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des conditions de mise en œuvre de la libéralisation du commerce des services TIC dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Au terme de cette recherche, les forces et faiblesses du secteur des TIC au Sénégal ont été identifiées :

- La majeure partie des entreprises sont de type « propriété individuelle et familiale » soit 44% contre 24% de type SARL (Société A Responsabilité Limitée) et 11% sont des sociétés anonymes (S.A).
- Du point de l'évolution du capital social de ces entreprises, on constate une tendance baissière du capital des entreprises SARL et SA et une tendance haussière des entreprises de type individuel et familial.
- En outre, le capital des entreprises est essentiellement constitué par les nationaux soit un taux de réponse de 54%, contre 38% constitué par des étrangers hors Afrique et 8% des étrangers africains.
- En terme d'attraction des investissements directs étrangers, les entreprises de type « propriété individuelle & familiale » sont désavantagées par rapport au SARL et S.A. Ainsi, les SARL attirent plus d'IDE soit 33% des entreprises enquêtées, contre 11% seulement des entreprises individuelles et familiales. Les résultats de l'enquête ont montré une tendance haussière de l'emploi dans le secteur des TIC. En effet, il y a relativement plus de femmes que d'hommes dans le service TIC (fabrication et montage, maintenance et services informatiques) et de développement en solution.
- En termes d'échanges internationaux, les entreprises du secteur importent plus qu'elles n'exportent et leurs importations sont essentiellement constituées de matériels et consommables informatiques.
- Suivant la performance, les résultats ont montré que les entreprises de type S.A et S.A.R.L hors le géant Sonatel, sont plus performantes en terme du volume d'investissement de chiffre d'affaire réalisés durant les huit dernières années.
- Le secteur des TIC au Sénégal est atomisé : les plus grandes parts de marché du secteur (plus de 50%) sont seulement détenues par moins de 10% des entreprises contre 25% d'entre elles qui détiennent moins de 1% de celles-ci.
- L'environnement des affaires n'est pas des meilleurs du fait de nombreuses taxes supportées par les entreprises.
- Les entreprises sénégalaises du secteur des TIC sont confrontées essentiellement à une concurrence locale (93%) des autres entreprises nationales et des entreprises étrangères hors Afrique (60%).

Les déterminants de l'adoption de l'internet en Afrique

L'étude visait à déterminer les facteurs qui favorisent ou freinent l'adoption d'Internet en Afrique. Elle a utilisé des données d'une enquête réalisée simultanément dans 17 pays africains subsahariens. Deux approches complémentaires ont été mises en œuvre



Ousmane Birba et Mamadou A.Ly du CRES

pour identifier ces facteurs : une analyse descriptive de l'utilisation d'Internet suivant les caractéristiques des individus, de leurs ménages et leurs lieux de résidence, et la construction d'un modèle hiérarchique à deux niveaux tenant compte de la structure emboîtée des données.

Les résultats de l'étude ont fait apparaître l'importance de l'éducation dans l'utilisation d'Internet par les ménages africains. L'intensification des efforts pour l'éradication de l'analphabétisme à l'horizon 2015 et l'universalisation d'une éducation primaire de qualité, conformément aux objectifs du millénaire du développement, seraient de puissants accélérateurs de la diffusion d'Internet. En éliminant les disparités de genre dans l'accès à l'instruction, ces politiques sont nécessaires aussi pour résorber le retard des femmes dans l'usage de cette technologie, retard mis en évidence par les résultats. Par ailleurs, un niveau d'instruction de la population plus élevé favorise une diversification des usages de cette technologie.

Indicateurs de prestation de services

L'African Economic Research Consortium (AERC), avec le soutien financier et technique de la Fondation Hewlett (FH) et de la Banque Mondiale (BM), a initié un programme de recherche sur de nouveaux indicateurs qui peuvent permettre aux populations et autorités locales d'apprécier la qualité et la performance des services fournis par les prestataires publics.

L'objectif est de construire un ensemble d'indicateurs appelés Indicateurs de prestation de services, en anglais, Service Delivering Indicators (SDI), afin de mesurer la performance des services publics rendus aux bénéficiaires. Le SDI vise à renforcer le suivi et l'évaluation des systèmes de prestation de service et de la bonne gouvernance. Il permet aussi de comparer les performances à l'intérieur d'un pays, ou entre pays, au cours du temps. Ceci sera particulièrement utile à chaque pays pour améliorer la qualité de ses services en s'inspirant du système d'organisation du pays ayant le meilleur indicateur. Le Sénégal (pays francophone) et la Tanzanie (pays anglophone) ont été sélectionnés pour la phase expérimentale du projet.

La mise en œuvre de la collecte et l'entrée informatique des données ont été réalisées au Sénégal et en Tanzanie par respectivement le CRES et la REPOA ;

Les résultats de l'étude pilote ont montré que globalement les prestations de services au Sénégal ($DSI=0.5$) sont plus performantes que celles de la Tanzanie ($DSI=0.47$). Mais une décomposition de l'indice par secteur montre que la Tanzanie est plus performante dans les prestations de services sanitaires et moins performante dans l'Education.

Comme perspectives, le projet pourrait être mené dans 30 pays africains, selon une périodicité de deux ans. En plus de l'éducation et de la santé, le projet s'élargira à d'autres secteurs sociaux primordiaux, comme l'eau et l'assainissement.

Vers des régimes efficients de la concurrence par le renforcement des capacités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Dans le cadre de son partenariat avec CUTS (Consumer Unity & Trust Society), le CRES a mené une recherche sur les régimes de concurrence au Sénégal. Ce projet a été mis en place dans six pays de l'Afrique de l'ouest, dont le Sénégal. Il vise à fournir un ensemble de connaissances sur l'état de la concurrence, dans ces pays, au regard des différentes politiques publiques mises en œuvre, du droit de la concurrence, de la régulation de la concurrence et de la perception de la concurrence par les populations. A terme, il s'agit de faire un ensemble de propositions de réformes pour améliorer la politique de concurrence, et d'utiliser la concurrence pour le développement économique et le bien-être des populations dans des pays sélectionnés en Afrique de l'Ouest.

Cette équipe a mené des recherches sur la prédominance des pratiques anticoncurrentielles et leurs effets négatifs, en particulier, pour le consommateur. Elle a ainsi pu identifier certains facteurs qui provoquent et accentuent les pratiques anticoncurrentielles sur le marché. Les résultats de cette recherche, pour le Sénégal et pour les six autres pays du projet, ainsi que les perspectives et axes d'une réforme de la réglementation de la concurrence, ont été présentés, lors d'une conférence tenue à Dakar les 6 et 7 août 2010.



Progrès vers les OMD en 2015 : le Sénégal peut-il franchir le mur du financement ?

Ce thème est un volet d'un programme de recherches sur les OMD visant à évaluer et à recommander des options stratégiques susceptibles d'assurer la réalisation rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans trois pays pilotes africains : Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda. L'étude de cas du Sénégal a été réalisée par le CRES qui, au cours d'un important atelier international qui s'est tenu du 6 au 8 décembre 2010 a restitué les résultats de ses travaux.

L'atelier avait également pour objet de renforcer les capacités des décideurs qui ont été initiés à l'utilisation du modèle MAMS (Maquette de simulations des OMD).



Capitalisation des acquis du PEBD

Le PEBD (Projet éducation dans la banlieue de Dakar) a été mis en œuvre pendant cinq ans. Il a permis d'atteindre des résultats importants en termes de scolarisation, d'amélioration de la qualité, de décentralisation de la gestion et du pilotage, de rationalisation de la gestion financière dans la banlieue de Dakar. Après l'évaluation d'impact du PEBD en 2008, le CRES a encore été sollicité pour procéder à la capitalisation des acquis de ce projet en 2010. La mission a consisté à :

- présenter les acquis cognitifs et pratiques de l'expérience menée à travers ce projet ;
- dégager les leçons apprises et les facteurs favorisant l'internalisation des expériences réussies ;
- partager ces acquis avec les divers acteurs et partenaires de l'éducation.

Outre le rapport produit au terme de cette étude, un film a aussi été réalisé sur le projet.



Interview du Directeur de l'école PEBD de Mbao

Programme de renforcement de capacités (PRC)

Après quatre années de mise en oeuvre, le ministère de l'Education a décidé de faire l'évaluation du Programme de renforcement de capacités (PRC) et de le réactualiser au regard des orientations et des défis de la troisième phase du PDEF. L'objectif du PRC est de « renforcer les capacités des acteurs et institutions pour améliorer les résultats à tous les niveaux par une meilleure connaissance, un meilleur pilotage, et une meilleure gestion du système éducatif ».

De manière plus spécifique, il s'agissait :

- de renforcer (i) les capacités de pilotage administratif et financier ; (ii) les capacités de pilotage pédagogique, (iii) les capacités des personnels de l'éducation par la mise en œuvre d'une politique pertinente de formation ;
- d'améliorer les conditions de travail à tous les niveaux ;
- de renforcer les capacités de communication dans tout le système.

Cette étude a pris fin et le rapport a été déposé en décembre 2010.

Evaluation d'impact du PASEC

C'est en 2010 que la Conférence des ministres des pays ayant le français en partage (CONFEMEN) a confié au CRES l'évaluation d'impact de son Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC).

L'objectif de cette étude était d' « évaluer le niveau de prise en compte et l'impact des résultats des évaluations menées jusqu'ici par la CONFEMEN dans les pays membres en vue de faire des propositions de renforcement ou de réorientation de son programme PASEC pour favoriser l'atteinte des objectifs d'une éducation de qualité pour tous à l'horizon 2015 »

De façon spécifique, l'étude du CRES a permis d'apprécier la perception que les Etats et gouvernements membres ainsi que les autres acteurs ont du programme. Elle a aussi permis de mesurer la qualité et la pertinence des principaux apports du PASEC sur les systèmes éducatifs africains. Par ailleurs, grâce au travail du CRES, on connaît le niveau de prise en compte et l'impact des résultats des évaluations menées par le PASEC, ainsi que l'évolution du programme depuis sa création en se focalisant sur sa méthodologie. Enfin des recommandations ont été formulées en vue du renforcement et/ou des réorientations des stratégies du programme.



Formation en modélisation des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques



Les participants à la formation

Dans le cadre de l'Ecole PEP/CRES, une formation en modélisation des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques a été organisée en 2010. Cette formation s'est déroulée selon deux modalités complémentaires : d'abord, la formation à distance, du 4 octobre au 5 décembre puis l'atelier de formation, du 8 au 18 décembre 2010.

Le programme de formation comportait les modules suivants :

1. cadre théorique, équilibre général concurrentiel ;
2. introduction au logiciel GAMS ;
3. construction d'un modèle standard d'équilibre général calculable
4. cadre comptable, la matrice de comptabilité sociale ;
5. présentation et interprétation des résultats.

Formations en économie de l'innovation

Module 1 : Conception et évaluation des politiques d'innovation

Module 2 : Economie de la connaissance et de l'innovation

En partenariat avec UNU MERIT (Université des Nations Unies, Maastricht, Pays Bas), le CRES a développé un programme de formation sur les thèmes ci-dessus. Ce programme qui a déjà été réalisé dans d'autres pays, à savoir le Nigéria, l'Argentine, la Jordanie, l'Uruguay, l'Ethiopie, El Salvador, l'Inde et les Pays Bas, s'est déroulé à Dakar, du 27 septembre au 1er octobre 2010.

Son objectif est de mieux faire comprendre la conception des politiques d'innovation, notamment, dans les pays en développement, ainsi que l'évaluation de l'efficacité de politiques utilisant la science, la technologie et les indicateurs d'innovation, de type conventionnel ou non conventionnel.

La formation a enregistré la participation de plusieurs dizaines d'auditeurs venant de la sous-région ouest africaine, d'Europe et d'Asie. Des contributions de haute facture ont été notées, tant au niveau des experts que des participants.

Renforcement de capacités des chercheurs

En 2010, le CRES a mis en œuvre un programme de renforcement des capacités des chercheurs et d'accompagnement des étudiants dans leurs projets de recherche et de leurs thèses par l'organisation de séminaires internes.



Séance de renforcement de capacité au CRES

PUBLICATIONS

Plusieurs publications ont permis de disséminer les résultats des travaux des chercheurs du CRES en 2010. Parmi celles-ci, des ouvrages, des documents de recherche et des articles dans des revues scientifiques

Edition d'ouvrages	• Les groupes de sociétés en Afrique : Droit, pouvoir et dépendance économique par le Pr Abdoulaye SAKHO • La libéralisation internationale du commerce des services TIC : Enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en oeuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest - Institut PANOS - CRDI - CRES
Edition de documents de recherche	- Analyse de la polarisation des revenus au Sénégal et au Burkina Faso - Mbaye Diène - (N° 20) - Tendance de la pauvreté au Sénégal entre 1994 et 2001: une approche multidimensionnelle -Fatoumata Lamarana Diallo et Moussa Hamani Ounteni - (N° 21) - La libéralisation commerciale a-t-elle un impact sur le comportement des étudiants - Hélène Maisonnave - (N° 22) - Is South Africa's affirmative action policy efficient? - Hélène Maisonnave et Bernard Decaluwé - (N° 23) - The Impact of AIDS on Development in Sub-Saharan Africa - Theophile T. Azomahou, Raouf Boucekkine et Bity Diene - (N° 24) - Union monétaire et coordination des politiques économiques - Latif Dramani (N° 25) - Exploring the finance-real economy link in U.S.: Empirical evidence from Panel Unit Root and Cointegration Analysis - Abdou-Aziz Niang, Abdoulaye Diagne, Marie-Claude Pichery - (N° 26) - La pauvreté numérique en Afrique subsaharienne: Une analyse à partir de données micro - Abdoulaye Diagne - (N° 27) - What are the key factors of food insecurity among Senegalese landowners - François Joseph Cabral - (N° 28) - Les déterminants de l'adoption d'Internet en Afrique subsaharienne - Abdoulaye Diagne, Ousmane Birba - (N° 29) - Convergence of European regions :a reappraisal - Theophile Azomahou, Jalal El ouardighi, Phu Nguyen-Van, Thi Kim Cuong Pham - (N° 30) - Convergence économique et spatiale en Afrique : cas des pays de la zone CFA - Latif Dramani - (N° 31)
Publication d'articles dans des revues scientifiques	- Impacts of climate change on the Senegalese coastal zones: Examples of the Cap Vert peninsula and Saloum estuary , ELSEVIER Global and Planetary Change 72 (2010) 294–301- Niang Isabelle, Dansokho Mamadou, Faye Serigne, Guèye Khadim, Ndiaye Pape. - What are the key factors of food insecurity among Senegalese farmers, African Journal of Food Science Vol. 4(8) pp. 477 – 485, August 2010- Cabral, François Joseph - Senegalese growth strategy pro- poor ? Journal of Economics and International Finance Vol. 2(8), pp. 144–155, August 2010 Available online- Cabral, François Joseph - Exploring the finance-real economy link in U.S. Empirical Economics, 22 septembre 2010 : Exploring the finance-real economy link in U.S.: Empirical evidence from Panel - Niang Abdoul Aziz, diagne Abdoulaye, Pichery Marie-Claude - Pourquoi les enfants africains quittent-ils l'école ? Revue actualité économique Canada , Volume 86, No 3, septembre 2010 - Diagne Abdoulaye - Fiscal reforms and income inequality in Senegal and Burkina Faso : a comparative study, RP 205-novembre 2010 / African Economic Research Consortium - Diène Mbaye

LA NOUVELLE POLIQUUE DE COMMUNICATION

Dans le cadre de son plan de développement stratégique, le CRES a mis en place en 2010 une nouvelle politique de communication marquée par le développement des relations avec la presse, la réalisation de nouveaux supports de communication, la création d'un site nouveau web, le développement des relations publiques et la diversification des méthodes de dissémination des travaux de recherche. Cette politique est conduite par une direction de la communication dont les activités ont permis un plus grand rayonnement des activités des chercheurs.

Développement des relations avec la presse

Les activités du CRES ont été régulièrement relayées par la presse comme en atteste le taux d'occurrence de l'institution dans les médias :

- Sept (7) citations dans des organes de presse écrite étrangères : Tobacco control in Africa, All Africa, AFP, Apa News, Connectionivoirienne.com, La Croix
- Vingt-neuf (29) citations dans des organes nationaux : Le Soleil, Al Azhar Toubia.com, Wal Fadjri, Le Soleil, Wal Fadjri grand place, Le Quotidien,



Le Pr Diagne interrogé par A. Campbell

Le Populaire, APS, Sud Quotidien, Le Quotidien, Express News, Le Matin, Wal Fadjri, Magazine SYSPRO Enda, Sunu News, Infoecofinance-sn.net, Magazine REUSSIR, Netti.net

- Une dizaine d'interviews accordées à des organes de la presse étrangère, notamment West Africa democracy radio (2 fois), AFRICABLE (3 fois), à Alexandre Campbell (IDRC, Knowledge Translation Specialist), ATN, Irish Times, BBC Afrique et le journal français La Croix.

- Pas moins de sept interviews accordées au plan national à des télévisions telles que CANAL INFO (2 fois), RDV, RTS 1 TV et des radios telles que la RSI, la RFM et MANORE FM

Par ailleurs, le CRES et le collectif des journalistes économiques du Sénégal (COJES) ont entamé des pourparlers en 2010 en vue de mettre en place un cadre de collaboration.

Dissémination des travaux de recherche

De nouveaux supports ont été élaborés et de nouvelles stratégies mises en oeuvre pour la dissémination des travaux de recherche du CRES :

- Un nouveau site web a été créé en mars 2010 avec une capacité de stockage qui est passée de 0.5 Mo à 1 Go. Sa mise à jour se fait régulièrement. Pour un objectif fixé au départ à 40 mille visiteurs par an, la moyenne journalière est de 300 visiteurs, avec des pics de 700.
- Des articles des chercheurs ont été publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture et des insertions réalisées dans la presse locale et régionale.
- Des CD-ROMs thématiques ainsi que des notes de synthèse sur des thèmes précis ont été distribués lors des réunions.
- Les publications du CRES (bulletin d'information, documents de recherche, rapport annuel d'activités) sont régulièrement distribuées par dépôt direct, courrier postal ou électronique, auprès des institutions publiques et privées partenaires.
- Le système du « Web to sms » (transmission d'informations vers les téléphones cellulaires des journalistes à partir du net) est exploité pour informer des publications et de la disponibilité des documents produits par le CRES.
- Un blog a été créé pour servir de cadre de discussion sur des thèmes majeurs et pour exprimer les positions du CRES sur des sujets d'actualité.
- Les réseaux sociaux (Facebook) sont exploités pour disséminer les travaux de recherche du CRES.
- Des affiches et des notes d'information destinées aux médias sont réalisées lors des conférences professionnelles.
- Des activités de partage sont organisées à travers des déjeuners de presse, des cérémonies de lancement d'ouvrages, etc.

Développement des relations publiques

En 2010, le CRES a entrepris des démarches auprès de beaucoup d'organisations de la société civile ou du patronat en vue de nouer des partenariats. Les institutions touchées sont : la FAFS (fédération des associations féminines du Sénégal), le Conseil national du patronat (CNP), le groupe AGORA, le Conseil des Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD), Konrad Adenauer, Friedrich Ebert, COBESS, Chambre de commerce canadienne de l'Afrique de l'ouest (CCCAO), QES consulting, Alliance culturelle sénégalaise,

Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (COSYDEP), Empire des enfants, FONDEF, ONFP, IDEP/UNIFEM, Centre d'information des Nations unies (CINU), Association des femmes pour la promotion de l'entreprise au Sénégal (AFAPES), Conseil économique et social, IC publications (photo 1), Centre national de documentation scientifique (CNDST), les écoles de formation professionnelle (IAM, ISM, Université Amadou Hampâté Bâ, Sup de Co, Suffolk University, ...).

Renforcement de la communication interne

Les 28 et 29 décembre 2010, les chercheurs du CRES et le personnel administratif et technique se sont retirés à Saly (sur la Petite Côte, à 80 km de Dakar) pour faire le point sur les performances de leur institution pendant l'année écoulée.

Cette retraite-bilan visait précisément les objectifs suivants :

- partager les résultats du rapport de performance élaboré à partir des programmes des départements ;
- échanger sur les expériences vécues durant l'année, les résultats enregistrés, les réussites, les contraintes ;
- capitaliser les leçons apprises et dégager des perspectives ;
- redynamiser le volet social de la gestion des ressources humaines.



Le personnel du CRES en conclave à Saly

DIVERSIFICATION ET CONSOLIDATION DU PARTENARIAT DU CRES

Plusieurs activités ont été menées en 2010 dans le cadre du partenariat du CRES.

CRES / Initiative Think Tank (ITT) :

Le partenariat développé avec ITT a fait l'objet d'un suivi systématique par M. Diakalia Sanogo, Administrateur principal de ITT au Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI, à Dakar.

M. Sanogo a profité de son passage pour partager les résultats de l'évaluation dont le CRES a fait l'objet, au même titre que les autres institutions qui bénéficient du financement de ITT. M. Sanogo s'est réjoui des performances du CRES illustrées par le développement de son nouveau site qui, selon lui, est bien renseigné.



Mr Diakalia Sanogo (en chemise claire)
entouré des membres du CRES

CRES / BROOKINGS

Le Pr Abdoulaye Diagne a pris part à une rencontre qui s'est déroulée à Washington DC, du 25 au 26 février 2010, sur invitation de AGI (Africa Growth Initiative) à Brookings. L'objectif de cette rencontre était l'établissement de nouveaux partenariats pour la promotion de la recherche en Afrique. Au cours de cette rencontre, le CRES et AGI ont convenu d'une recherche collaborative, notamment dans les domaines de l'agriculture, la protection sociale et la macroéconomie. C'est dans ce cadre que s'inscrit le séjour au CRES de M. Taiwo Olumidé au CRES, du 13 au 17 septembre 2010.

CRES / UNU-MERIT

Dans le cadre du partenariat entre le CRES et UNU-MERIT, Monsieur Théophile AZOMAHOU, Enseignant-chercheur à l'Université des Nations Unies-Maastricht Economic and Social Research and Training Center on Innovation and Technology (UNU-MERIT) a séjourné au CRES, du 1er au 30 Avril 2010. Au cours de son séjour, M. AZOMAHOU a préparé avec ses homologues sénégalais, l'organisation des deux ateliers conjoints portant respectivement sur :

- la Conception et l'Evaluation des Politiques d'Innovation (DEIP) ;
- la recherche en "Economie de la Connaissance et de l'Innovation".

Les deux ateliers se sont déroulés du 27 septembre au 1er octobre 2010 à Dakar. A noter que le partenariat entre les deux institutions a permis à deux chercheurs du CRES d'effectuer un séjour de 3 mois à UNU-MERIT dans le cadre d'un programme d'encadrement pour la préparation de leurs projets de recherche.

CRES / DPEE

La Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) ont convenu d'institutionnaliser leurs relations par la signature d'un protocole de collaboration, et la mise en commun d'activités de recherche.

Cette collaboration se matérialisera aussi par un appui technique et scientifique avec la mise à disposition d'experts dans les techniques quantitatives et le recrutement de chercheurs associés.

CRES / CEPS-INSTEAD

Conformément à leur vision commune de promouvoir la recherche en Afrique, le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS/INSTEAD) de Luxembourg et le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) envisagent d'établir une collaboration scientifique. Cette collaboration vise à répondre aux besoins en recherche de haut niveau en Afrique et à l'élaboration de grands programmes touchant la pauvreté, les inégalités, la croissance économique, entre autres. Ce partenariat se matérialisera par la mise en œuvre de programmes communs de formation, et l'échange de chercheurs. C'est dans ce cadre que s'inscrit le séjour au CRES, de M. Ousmane FAYE, en septembre 2010.

CRES – PEP

Dans le cadre du partenariat qu'il entretient avec PEP, Le CRES qui abrite le bureau Afrique du réseau de recherche sur les Politiques économiques et la pauvreté (PEP) a organisé en juin 2010 la conférence internationale annuelle de ce réseau. Elle a regroupé près de 200 chercheurs venus de tous les continents échanger sur les résultats de la recherche sur les politiques économiques et la pauvreté au cours de l'année écoulée.



En 2010 le CRES a aussi élargi son portefeuille partenarial aux institutions ci-dessous :

- l'Agence nationale de la recherche scientifique appliquée (ARESA) ;
- l'Agence Sénégalaise pour la Propriété intellectuelle et l'Innovation Technologique (ASPIT) ;
- le Centre d'Étude, de Formation et de Recherche en Développement-Bénin (CEFRED) ;
- La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES - Abidjan (CAPEC) ;
- Brookings Institute ;
- CEPS / Instead (Luxembourg) ;
- l'Université des Nations unies, Maastricht (UNU-Merit) ;
- EAWAG/SANDEC

Perspectives de partenariat

Le CRES a aussi collaboré avec les institutions suivantes :

- le Conseil rural de Touba Mosquée (CRTM) ;
- l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) ;
- l'African tobacco control alliance (ATCA) ;
- l'African centre for economic transformation d'Accra (ACET) ;
- Département de l'économie de l'Université de Las Palmas ;
- ENDA Tiers-monde
- l'Assemblée nationale du Sénégal ; Avec cette institution et le Conseil rural de Touba Mosquée, la collaboration a surtout porté sur le plaidoyer pour l'adoption d'une nouvelle loi antitabac au Sénégal et le renforcement de la légalité de la mesure d'interdiction de l'usage du tabac à Touba.



Mme Diouf (CRES) avec des membres du bureau de l'Assemblée nationale

GOVERNANCE ET PERFORMANCES ORGANISATIONNELLES DU CRES

En 2010, le CRES a nettement amélioré le fonctionnement de ses organes de gestion. On a noté pendant cette année la tenue de deux sessions du Conseil d'administration, d'une Assemblée générale, l'organisation de deux sessions du Bureau exécutif qui ont permis :

- la mise en place du comité d'éthique ;
- l'adoption du rapport d'activités annuel 2008/2009 ;
- l'arrêt des comptes au 31 décembre 2009 ;
- le recrutement du nouveau DAF et la nomination des chefs de département ;
- l'adoption du rapport d'activités annuel 2008 / 2009 ;
- l'arrêt des comptes au 31 décembre 2009.

Les décisions relatives au recrutement de personnels complémentaires (un Directeur de la communication, un Responsable du suivi-évaluation et deux statisticiens) ont aussi été prises conformément aux objectifs et exigences du plan stratégique.

Enfin, grâce à son dispositif de gestion financière, le CRES a pu assurer la tenue des comptes annuels certifiés (par le cabinet Deloitte) et la diversification de ses sources de financement qui sont maintenant élargies aux institutions suivantes : Université de Laval, CUTS, PANOS, AERC, AUSAID, CONFEMEN, ENDA, CE-DEAO, CRDI, ITT, Organisation des Nations Unies, Gouvernement et autres.

SOUTENANCES DE THESES

Le CRES s'est également signalé par la co-direction de thèses de doctorat dans les Universités.

M. François Seck Fall, chercheur associé au CRES, a soutenu, le 7 Juillet 2010 à l'Université de Rouen, sa thèse de doctorat d'Etat, sur le thème : ***La complémentarité d'intermédiation Banque/Microfinance : une perspective de la finance inclusive***. Le jury, à l'unanimité, lui a décerné la mention : "Très Honorable avec les félicitations du jury". Le Pr Diagne du CRES a pris part à cette soutenance en qualité de co-directeur de thèse de M. Fall.

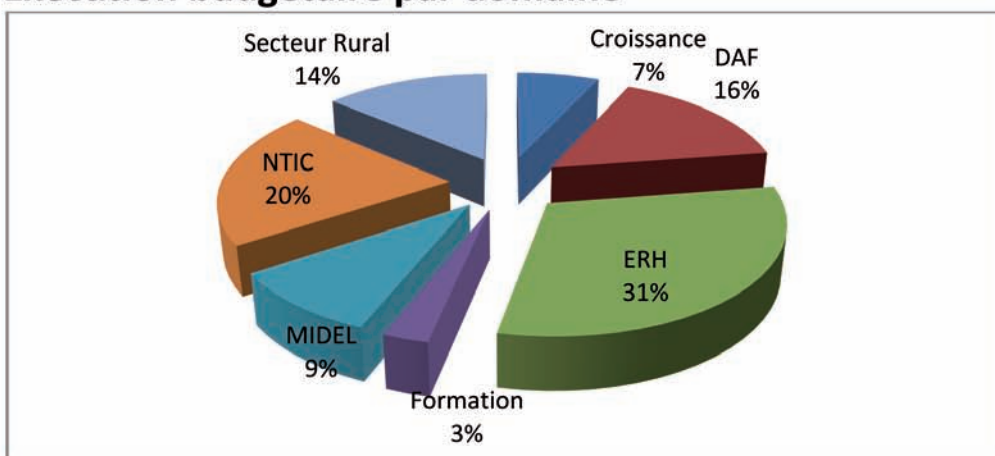


Mme Salimata Faye a soutenu sa thèse de doctorat d'Etat intitulée : ***Effets des chocs socio-économiques et sanitaires sur les acquisitions cognitives des élèves : une application des modèles linéaires hiérarchiques à des données de l'éducation primaire au Sénégal***. La soutenance s'est déroulée le lundi 19 juillet 2010 à la Faculté des sciences et techniques de l'éducation et de la formation (FAS-TEF) de l'UCAD en présence du Pr Diagne du CRES, directeur de thèse de Mme Faye.

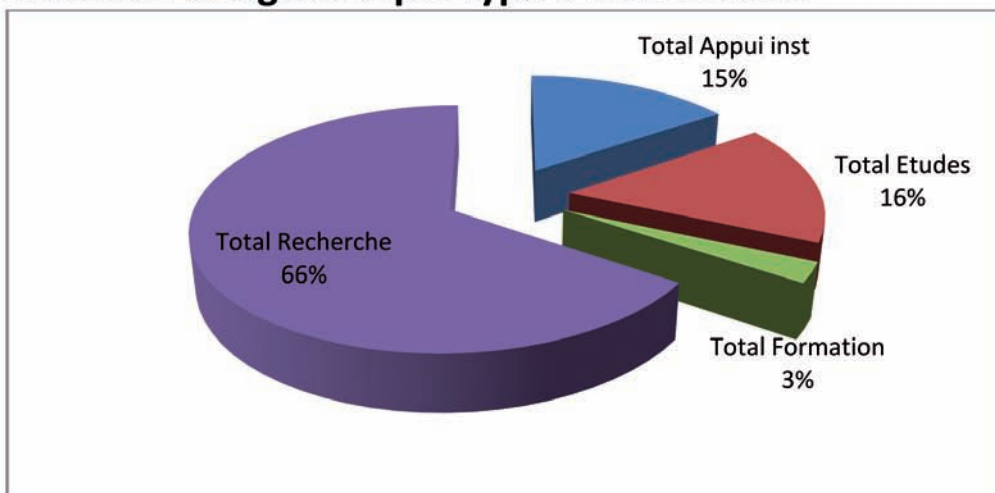


*Une Recherche de qualité au service
du développement*

Exécution budgétaire par domaine



Exécution budgétaire par type d'intervention



Sources de financement des activités en %

